

Cote du document: EB 2017/LOT/P.19
Date: 7 novembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement additionnel en
faveur de la République islamique
d'Afghanistan pour le Projet d'élevage et
d'agriculture communautaires

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel sous la forme d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette en faveur de la République d'Afghanistan, pour le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires, telle qu'elle figure au paragraphe 27.

Proposition de financement additionnel en faveur de la République islamique d'Afghanistan pour le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires

I. Contexte

1. Après 40 ans de conflit, l'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres au monde. Son indice de développement humain s'élevait à 0,479 en 2016, ce qui place le pays en 169^e position sur 188 pays évalués. Environ 39% de la population vit sous le seuil de pauvreté, la pauvreté rurale étant estimée à 43,6%. La croissance économique a connu une forte contraction de 2012 à 2014, durant la période dite de "transition" qui a conduit aux élections de 2014 ainsi qu'au transfert du maintien de la sécurité à l'armée afghane.
2. Le présent mémorandum a pour objet de solliciter l'approbation du Conseil d'administration pour un financement additionnel, sous la forme d'un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de 17,7 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit quelque 24,99 millions d'USD, destiné au Projet d'élevage et d'agriculture communautaires (CLAP). Ce projet a été approuvé par le Conseil en décembre 2012 avec un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de 37,65 millions de DTS (soit environ 58 millions d'USD). La date d'achèvement du projet était fixée au 30 juin 2019 et la date de clôture du don au 31 décembre 2019. À la faveur de ce financement additionnel, les dates d'achèvement et de clôture feront l'objet d'un report de trois ans et sont désormais fixées au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2022 respectivement.
3. La demande de financement additionnel du CLAP satisfait à tous les critères d'admissibilité requis pour l'octroi de financements additionnels, tels qu'énoncés dans le Bulletin du Président PB/2014/Rev.1, et une demande de financement additionnel au titre du cycle du Système d'allocation fondé sur la performance en cours a été déposée par le gouvernement afghan.
4. La proposition de financement additionnel est en adéquation avec l'objectif de développement actuel du CLAP. En outre, celle-ci présente les mêmes caractéristiques que le projet initial s'agissant de la zone, des composantes, des activités de terrain, de l'organisme chef de file, de la gestion de projet et des modalités d'exécution. Ce financement additionnel ciblera en particulier les trois groupes suivants: a) les petits paysans et éleveurs, notamment les paysans sans terre et les éleveurs qui ont perdu leur troupeau ou qui souhaitent constituer ou reconstituer un cheptel; b) les femmes et les ménages dirigés par une femme; c) les Kuchis sédentarisés ou nomades (éleveurs). Il bénéficiera à 67 000 ménages supplémentaires, soit 402 000 personnes, ce qui portera le nombre potentiel de bénéficiaires des deux financements à un total d'environ 223 000 ménages pauvres, soit 1 338 000 individus.

II. Justification et raison d'être

5. Malgré une conjoncture extrêmement difficile, le programme de pays pour l'Afghanistan est étonnamment solide et affiche des réalisations concrètes sur le terrain. La première opération financée par le FIDA mise en œuvre en Afghanistan, le Programme d'appui à la microfinance rurale et au secteur de l'élevage, s'est achevée récemment. Elle est considérée comme un projet de qualité ayant obtenu des résultats tangibles.
6. Cette proposition de financement additionnel revêt une importance hautement stratégique tant pour les autorités afghanes que pour le FIDA, dans la mesure où il permettra d'injecter des ressources financières additionnelles dans un projet viable qui offre des avantages et des services durables à un grand nombre de ménages pauvres et vulnérables, dans un environnement complexe. Ce financement additionnel permettra d'augmenter considérablement l'échelle et la portée des activités du projet, moyennant une hausse minimale des coûts d'exécution.
7. À l'heure actuelle, le CLAP aide les organisations locales à prendre progressivement en charge le développement et la fourniture de services à l'échelle locale, avec à la clé des résultats positifs en matière d'appropriation, d'autonomie et de limitation des risques pour ce qui est de la sécurité. La planification et la mise en œuvre des activités au niveau local ont généré des avantages évidents et établis en matière de pertinence, d'efficacité et de perspectives de durabilité. Le CLAP confirme également l'importance des petits investissements productifs, notamment concernant l'exploitation et la distribution des ressources en eau. La réhabilitation des infrastructures en lien avec l'eau qui ont été endommagées par les conflits est perçue comme une mesure à même de produire un impact rapide et notable sur la qualité de vie, la productivité agricole et les revenus des ménages. Elle a également un impact environnemental positif. Enfin, le CLAP montre que les activités liées à l'agriculture et à l'élevage peuvent directement cibler les petits paysans, les femmes et les ménages dirigés par des femmes au sein d'une société traditionnelle conservatrice. L'appui apporté à ces activités comporte d'importants avantages économiques pour les femmes et les ménages vulnérables ruraux.
8. Dans le passé, les projets de développement ont beaucoup fait appel aux prestataires de services externes (organismes des Nations Unies, centres du GCRAI, ONG, secteur privé) pour l'exécution des activités. Si cette méthode a pu s'avérer un temps nécessaire, elle s'est révélée sous-optimale, coûteuse et non viable. Le financement additionnel continuera de renforcer les institutions nationales à l'appui d'une portée accrue et d'une prestation de services plus efficace. Il visera également à leur transférer progressivement, à mesure que leurs capacités augmenteront, les responsabilités inhérentes à l'exécution.

III. Description de la proposition de financement additionnel

9. Le financement additionnel proposé sera axé sur la consolidation des activités existantes pour en assurer l'impact et la durabilité, la reproduction à plus grande échelle des activités ayant obtenu de bons résultats grâce à une portée élargie, et l'évolution en cours du rôle des prestataires de services, qui consisterait non plus à exécuter les activités, mais à favoriser la prise en charge de leur exécution par les institutions et organisations locales.
10. S'appuyant sur les enseignements tirés des projets précédents, les réalisations probantes et les impacts avérés sur les moyens de subsistance des populations cibles, ce financement additionnel permettra de consolider et d'augmenter les investissements en matière d'infrastructures d'irrigation, d'aviciculture chez les femmes et de développement de l'élevage chez les Kuchis – investissements ayant tous eu un impact positif sur les revenus des ménages les plus pauvres.

11. Le financement additionnel comprendra deux composantes techniques et une composante de gestion de projet. Les interventions prévues intègrent les leçons tirées des expériences en matière de mise en œuvre et mettront l'accent sur les activités ayant obtenu des résultats tangibles.
12. Composante 1: Développement local et infrastructure de production. Cette composante i) financera environ 56 programmes d'infrastructure de production à petite ou moyenne échelle; ii) renforcera les capacités des institutions et organisations locales en appuyant la construction de petites infrastructures visant à accroître la productivité agricole, et en aidant les communautés et les collectivités territoriales à faire face aux problématiques d'appropriation et de viabilité; iii) améliorera la productivité des cultures et de l'élevage; iv) consolidera l'appropriation et la viabilité. Environ 12 000 hectares de terres agricoles bénéficieront de systèmes d'irrigation optimisés et 20% de terres supplémentaires seront cultivées en permanence.
13. Composante 2: Développement des cultures et du bétail. Cette composante financera i) le développement des produits laitiers via des investissements en faveur de la transformation des produits laitiers et de la consolidation des coopératives laitières, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; ii) l'amélioration des cultures vivrières, fourragères et maraîchères adossée aux entreprises semencières dans les villages, en partenariat avec les organes nationaux compétents et en mettant l'accent sur la modernisation des filières; iii) le développement de l'élevage chez les Kuchis à travers des groupes d'entraide féminins, l'amélioration des services de santé animale, la production d'aliments pour animaux et une meilleure intégration au marché; iv) le développement de l'aviculture chez les femmes extrêmement pauvres et vulnérables grâce à une amélioration de l'alimentation animale, de la vulgarisation, des services de santé et de l'intégration au marché.
14. L'égalité hommes-femmes sera transversalisée dans toutes les composantes. Les besoins spécifiques des femmes en matière de formation seront intégrés lors de la planification des activités de formation dans les domaines du développement des produits laitiers, de l'élevage, de l'agriculture et des infrastructures. Cela contribuera à renforcer les compétences techniques des femmes en matière de transformation et de production. Chaque sous-composante financera des activités de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences et les capacités des femmes sur le plan technique et de la gestion.
15. Composante 3: Gestion du projet et appui aux politiques. Le financement additionnel s'appuiera sur les dispositions institutionnelles et opérationnelles existantes, comme l'a confirmé l'examen à mi-parcours du CLAP. Les mécanismes de gestion de projet existants du CLAP seront repris pour le financement additionnel, dans la mesure où ils ont démontré leur efficacité et leur efficience. L'allocation de cette composante inclut une disposition prévoyant un mécanisme de financement spécial, destiné à couvrir tout besoin supplémentaire identifié lors de la mise en œuvre, tel que l'appui aux politiques et un programme de jeunes professionnels.

IV. Coût, financement et avantages du projet

16. Coût et financement du projet. Eu égard au financement additionnel, le total des dépenses d'investissement et des charges récurrentes sur la période d'extension de trois ans, y compris les provisions pour aléas techniques et financiers, est estimé à 27,41 millions d'USD. La contribution du FIDA, sous forme de don, s'élèvera à 24,99 millions d'USD (91,2% du coût total). Une contribution de 0,19 million d'USD sera apportée par l'État afghan, principalement en nature, et 2,23 millions d'USD seront versés par les bénéficiaires et les prestataires de services. Les tableaux 1 et 2 synthétisent les coûts du projet, respectivement par composante et source de financement et par catégorie de dépense et source de financement.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
 (En milliers d'USD)

Composante	Don du FIDA		État		Bénéficiaires		Partenaires d'exécution		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement local et infrastructure de production	10 666	92,1	-	-	910	7,9	-	-	11 576	42,2
2. Développement des cultures et de l'élevage	10 259	88,5	10	0,1	934	8,1	387	3,3	11 591	42,3
3. Gestion de projet et appui aux politiques	4 068	95,7	181	4,3	-	-	-	-	4 248	15,5
Total	24 993	91,2	191	0,7	1 844	6,7	387	1,4	27 415	100,0

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (En milliers d'USD)

Catégorie de dépense	Don du FIDA		État		Bénéficiaires		Partenaires d'exécution		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Ouvrages de génie civil et infrastructures locales	8 801	89,6	-	-	1 020	10,4	-	-	9 821	35,8
2. Véhicules, motocyclettes, matériel et fournitures	540	100	-	-	-	-	-	-	540	2,0
3. Assistance technique, formation et études	5 910	87,6	10	0,1	824	12,2	-	-	6 744	24,6
4. Salaires et indemnités	4 305	96,0	181	4,0	-	-	-	-	4 486	16,4
5. Dépenses d'exploitation supplémentaires	2 201	85,0	-	-	-	-	387	15,0	2 588	9,4
6. Fonds d'appui aux politiques	736	100	-	-	-	-	-	-	736	2,7
7. Non alloué	2 500	100	-	-	-	-	-	-	2 500	9,1
Total	24 993	91,2	191	0,7	1 844	6,7	387	1,4	27 415	100

Tableau 3
Exécution et budget global du projet du FIDA
 (En milliers de droits de tirage spéciaux [DTS])

Catégorie de dépense	Don initial du FIDA		Don initial Décaissements		Don initial Solde disponible		Financement additionnel du FIDA ^a		Total des ressources disponibles prévues	
	Montant	%	Montant	%	Montant (1)	%	Montant (2)	%	Montant (1+2)	%
1. Ouvrages de génie civil et infrastructures locales	12 750	33,9	7 372	36,2	5 378	31,2	6 300	35,6	11 678	33,4
2. Véhicules, motocyclettes, matériel et fournitures	2 640	7,2	865	4,3	1 775	10,3	-	-	1 775	5,1
3. Assistance technique, formation et études	7 600	20,1	1 607	7,9	5 993	34,7	4 700	26,6	10 693	30,6
4. Salaires et indemnités	6 620	17,5	3 734	18,3	2 886	16,7	2 800	15,8	5 686	16,3
5. Dépenses d'exploitation supplémentaires	1 430	3,8	1 894	9,2	(464)	(2,7)	1 400 ^b	7,9	936	2,7
6. Fonds d'appui aux politiques	320	0,8	261	1,3	59	0,3	400	2,3	459	1,3
7. Mécanisme de financement spécial	2 270	6,1	-	-	2 270	13,2	-	-	2 270	6,5
8. Non alloué	4 020	10,6	-	-	4 020	23,3	2 100	11,9	6 120	17,4
9. Avances	-	-	4 663	22,8	(4 663)	(27,0)	-	-	(4 663)	(13,3)
Total	37 650	100	20 396	100	17 254	100	17 700	100	34 954	100

^a Mis à jour en DTS au 30 septembre 2017.

^b Dans le financement additionnel, les "dépenses d'exploitation supplémentaires" comprennent les véhicules, les motocyclettes, le matériel et les fournitures.

17. Résumé des avantages. Dans la première composante, les avantages escomptés sont principalement liés à l'amélioration de l'irrigation, aux terres supplémentaires irriguées en permanence et à la productivité agricole. Dans la deuxième composante, les avantages découlent du développement des produits laitiers, du développement de l'aviculture, du développement des cultures vivrières, fourragères et maraîchères, et du développement de l'élevage chez les Kuchis. L'analyse de ce financement additionnel démontre la viabilité du projet proposé, viabilité attestée par un taux global de rentabilité financière du projet de 29%. La valeur actuelle nette du projet proposé sur une période de 20-ans s'élève à 17 millions d'USD. Le ratio avantages-coûts est de 1,42. Le taux de rentabilité économique global du projet est estimé à 25%. La valeur actuelle nette économique du flux d'avantages nets du projet, à un taux d'actualisation de 18,8%, a été mesurée à 37 millions d'USD, pour un ratio avantages-coûts de 1,51.

V. Gestion financière

18. Le projet CLAP est exécuté par le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, lequel a mis en place une équipe d'appui au projet, qui est chargée d'administrer tous les projets financés par le FIDA dont la conduite a été confiée au Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage. L'équipe d'appui au projet assure la passation des marchés, fournit les services de gestion financière et administrative ainsi que les ressources humaines, tandis que chaque projet dispose d'une équipe d'exécution, certes interchangeable, mais dédiée. La gestion financière du CLAP a été jugée plutôt satisfaisante. Globalement, celle-ci a progressé de manière soutenue depuis le démarrage du projet, en tenant compte de l'environnement externe et de la complexité des tâches à réaliser, qui comprennent notamment la gestion et la supervision des prestataires de services. Les budgets

annuels sont préparés diligemment, le cadre de contrôle interne est suffisamment efficace et les dispositions relatives aux flux de trésorerie sont fiables; les quelques lacunes liées à la fonction de comptabilité et d'établissement de rapports au titre du projet sont en passe d'être comblées¹. L'audit externe est suffisamment solide, tandis qu'une fonction d'audit interne reste à mettre en place.

19. Pour l'heure, le risque fiduciaire du projet a été jugé moyen. La plupart des risques identifiés en matière de comptabilité et d'établissement de rapports seront réduits grâce à l'achat et à la mise en œuvre d'un logiciel de comptabilité plus sophistiqué. D'autres activités de renforcement des capacités permettront une meilleure gestion des fonctions de planification, de budgétisation et de suivi, ainsi que des améliorations supplémentaires en matière de gestion des liquidités et de prévision des flux de trésorerie.
20. Un compte désigné libellé en dollars des États-Unis sera ouvert auprès de la Banque Da Afghanistan pour gérer le financement additionnel. Le compte désigné servira à recevoir les fonds du FIDA et à décaisser les dépenses inhérentes au projet, conformément au système public de gestion financière en vigueur en Afghanistan. L'unité finance et comptabilité de l'équipe d'appui au projet sera chargée de gérer les fonds du financement additionnel.
21. Les procédures administratives actuelles du CLAP s'appliqueront également à la gestion du financement additionnel. Les procédures sont consignées dans le manuel de mise en œuvre du projet, qui comprend des dispositions spécifiques au cadre de contrôle interne, la procédure d'établissement des rapports financiers intermédiaires, les modalités de communication de l'information financière et la gestion des contrats et des actifs.
22. L'audit externe continuera d'être confié à des cabinets privés, conformément aux Normes internationales d'audit et aux directives du FIDA. Les rapports d'audit ont toujours été soumis en temps opportun et présentaient des opinions sans réserve. À moyen terme, la mise en place d'une fonction d'audit interne est prévue afin de permettre des gains d'efficacité administrative supplémentaires.
23. Les passations de marchés de fournitures, de travaux et de services financés dans le cadre du projet devront respecter les directives nationales pour la passation des marchés, dans la mesure où celles-ci sont conformes aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

24. Une fois approuvé par le Conseil d'administration, l'accord de financement sera modifié afin d'intégrer le don additionnel dans les catégories de dépenses existantes. La modification de l'accord de financement comprendra également les modifications apportées aux modalités d'exécution des infrastructures de production au titre du financement additionnel (section C, paragraphe 2) et le report des dates d'achèvement et de clôture du projet au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2022 respectivement. Ce financement additionnel ne comporte aucune modification des objectifs ou du groupe cible. Hormis l'appui à la reproduction à plus grande échelle, aucune nouvelle activité ou catégorie de dépenses ne sera créée.
25. La République islamique d'Afghanistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
26. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

¹ Les registres comptables du projet sont tenus dans le respect des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) concernant la comptabilité de caisse.

VII. Recommandation

27. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le FIDA accordera à la République islamique d'Afghanistan un financement additionnel sous forme de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette pour le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires d'un montant équivalant à 17,7 millions de DTS (soit environ 24,99 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators	Targets				Means of Verification			Assumptions
		Baseline (MTR)	Remaining CLAP	CLAP AF	TOTAL	Source	Frequency	Resp.	
Outreach	<ul style="list-style-type: none"> Households individuals 	83,000	73,000	67,000	223,000 1,228,000				<ul style="list-style-type: none">
Goal: Contribute to the reduction of rural poverty in Afghanistan									<ul style="list-style-type: none"> Inflation remains low No security challenges in project area
Development Objective: To improve food security of rural households in selected districts of the provinces of Kabul, Parwan, Logar, Herat, Nangarhar, Balkh and Baghlan by increasing agriculture and livestock productivity	<ul style="list-style-type: none"> No. of hh reporting increased food security 	73,300	52,800	45,700	171,800	Annual Outcome Surveys	annual	Service providers PMU	
	<ul style="list-style-type: none"> no of hh reporting an increase in production 1.2.4 	23,800	78,500	12,000	113,500	Key informant interview, group records			
Outcome 1: Enhanced capacities of local communities and local institutions for the participatory planning and operation of small and medium scale irrigation infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> Number of HHHs of expressing satisfaction with the quality of services provided by local government agencies staff 	65,309	59,491	53,600	178,400	Annual Outcome Surveys Key informant interview	annual	Service providers PMU	<ul style="list-style-type: none"> No socio-cultural barriers for the participation of poorest and marginalised HHHs No resistance regarding increased female participation
Output 1.1: Creation and completion of small and medium-scale irrigation infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> No. of hectares of farmland under water-related infrastructure constructed 1.1.2 	1095	51,555	11,984	64,600	Annual Outcome Surveys	annual		<ul style="list-style-type: none"> No potential security risks delaying progress Clear roles and responsibilities between MRRD and MAIL for irrigation development
Output 1.2: Capacity of population strengthened and local institutions strengthened	<ul style="list-style-type: none"> No. of CDC members trained in infrastructure operation and maintenance 	2,168 (of which 20% women)	8,130 (of which 30% Women)	10,000 (of which 30% Women)	20,298 (of which 30% women)	CDC/group records Annual Outcome surveys	annual	CLAP Service providers	
	<ul style="list-style-type: none"> No. of individuals from landless vulnerable HHHs and unemployed educated youth trained in on-farm/off-farm vocational 		1,530 (30% Women)	2,000 (30% Women)	3,530 (30% Women)				

Results Hierarchy	Indicators	Targets				Means of Verification			Assumptions
		Baseline (MTR)	Remaining CLAP	CLAP AF	TOTAL	Source	Frequency	Resp.	
Output 1.3: : Enhanced role and/or involvement of women in productive activities	<ul style="list-style-type: none"> No. of persons trained in production practices and/or technologies 1.1.4 	13,934 (90% women)	26,834 (90% women)	30,000 (90% women)	55,000 (90% women)	Annual Outcome Surveys	annual	PMU	
Outcome 2: Increased agriculture and livestock productivity and incomes, in particular for women-headed households and vulnerable and marginalised rural communities	<ul style="list-style-type: none"> Number of HHs reporting increase in incomes 	40,818	37,182	33,500	110,864	CDC records, training reports, SPC records	annual	Service providers, PMU	<ul style="list-style-type: none"> No security challenges in project area No natural disasters
Output 2.1: Establishing and strengthening dairy milk production and a centralised dairy Federation	<ul style="list-style-type: none"> No. of new livestock production cooperatives established/strengthened 	33 2975 members	2 25 members	55 5000 members	90 8000 members	CDC records	annual	Service Providers, PMU	<ul style="list-style-type: none"> No animal disease outbreak
Output 2.2: Poultry development to improve food and nutritional security through enhanced poultry production and productivity	<ul style="list-style-type: none"> No. of hh provided with targeted support to improve their nutrition 1.1.8 	40,818	37,182	33,500	110,864	Annual outcome survey	annual	Service Providers, PMU	<ul style="list-style-type: none"> No major animal disease outbreak
Outcome 3: Introducing, developing and promoting new drought-resistant and high yielding improved varieties of production	<ul style="list-style-type: none"> No. of hh reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices 1.2.2 	10,000	70,000	40,000	120,000	AOS	annual	Service Providers, PMU	<ul style="list-style-type: none"> Research activities and trials are successful Relevance of new varieties to farmers' needs Availability of necessary resources and equipment
Output 3.1: Demonstration and dissemination of high yielding crop varieties organised through participatory approaches	<ul style="list-style-type: none"> No. of persons trained in crop technology and production 	1437	2800	3000	7237	CDC records, training reports, SPC records	annual	Service Providers, PMU	
Output 3.2: Promoting livestock development among Kuchis to enhance livelihoods and resilience against predictable livestock emergencies	<ul style="list-style-type: none"> No. of Kuchi hh using the Veterinary Field Units 	13,132	6968	30,000	50,000	AOS	annual	Service Providers, PMU	<ul style="list-style-type: none"> Kuchi pastoralists agree to pay for veterinary services